

Le 25 février 2010

L'honorable James M. Flaherty, c.p., député
Ministre des Finances
Ministère des Finances du Canada
140, rue O'Connor
Ottawa (Ontario) K1A 0G5

Par télécopieur : (613) 995-5176

Monsieur le Ministre,

Dans le prochain budget fédéral, vous aurez à relever le double défi de maintenir une stimulation économique suffisante pour empêcher une récession à double creux et de créer des emplois à court terme, tout en établissant les bases d'une croissance économique plus forte et d'une amélioration du niveau de vie des Canadiens à plus long terme. Ces deux objectifs ne sont pas incompatibles et, s'ils sont abordés correctement, l'un peut renforcer l'autre.

Beaucoup affirment maintenant que les dépenses de stimulation et les déficits qui en résultent menacent notre avenir économique. Nous pensons au contraire que les dépenses de stimulation devraient permettre non seulement de relancer notre économie à court terme, mais aussi d'investir dans un avenir économique plus solide pour tous les Canadiens. Les défis de plus en plus nombreux auxquels nous devons faire face exigent d'ailleurs une planification à long terme.

Nous félicitons votre gouvernement et d'autres parlementaires pour les mesures importantes mises en œuvre l'année dernière afin de relancer l'économie, en particulier les taux d'intérêt très bas, la prolongation des prestations d'assurance-emploi et les dépenses en infrastructure. Ces mesures, ajoutées à celles prises par d'autres pays, ont sans doute aidé à limiter la gravité de la récession.

Le PIB et les marchés sont peut-être en train de reprendre de la vigueur, mais les Canadiens ne s'en rendront compte individuellement que lorsque les chiffres se traduiront en bons emplois et en un niveau de vie meilleur. Notre pays compte encore quelque 1,5 million de chômeurs, 380 000 de plus qu'au début de la récession. Si l'on inclut le nombre croissant de travailleurs découragés, ceux qui sont à temps partiel contre leur volonté et les autres sans-emploi, le pourcentage augmente à 12,3 %, ce qui veut dire plus de 2,2 millions de Canadiens.

Je suis heureux que vous reconnaissiez qu'il est important de maintenir les mesures de relance pour une autre année au moins, comme le demandent instamment presque tous les économistes. Avec la dette des ménages qui atteint des niveaux record, les taux d'intérêt qui recommenceront bientôt à grimper et l'investissement privé qui tire toujours de l'arrière, ce n'est certainement pas le moment de rogner sur les programmes de stimulation économique.

Bien qu'il soit crucial de conserver et d'élargir les mesures de relance qui aident les Canadiens les plus vulnérables, vous avez maintenant la possibilité de modifier certains éléments de ces programmes afin qu'ils répondent encore mieux à nos besoins à long terme. À notre avis, une trop grande partie des programmes de relance de l'année dernière portaient sur les baisses d'impôts et sur un soutien à court terme pour maintenir un secteur du logement en hausse, et pas assez sur des investissements plus productifs. L'appui au secteur du logement a peut-être aidé à empêcher son effondrement pendant une période difficile, mais il a aussi contribué à l'inflation des prix des maisons, ainsi qu'à une hausse de l'endettement des ménages.

.../2

PAUL MOIST – National President / Président national CLAUDE GÉNÉREUX – National Secretary-Treasurer / Secrétaire-trésorier national

DANIEL LÉGÈRE – LUCIE LEVASSEUR – BARRY O'NEILL – TOM GRAHAM – PATRICK (SID) RYAN – General Vice-Presidents / Vice-présidents généraux



Nous appuyons fermement l'augmentation du financement que vous avez consacré à l'infrastructure publique dans le budget de l'année dernière. Cette mesure continue non seulement à assurer une relance économique importante, elle produit aussi des améliorations valables et durables qui profitent tant aux individus qu'aux entreprises. Comme vous le savez, Statistique Canada a confirmé que les investissements dans l'infrastructure publique permettent des économies de 17 % par année aux entreprises seulement, en plus des avantages qu'ils apportent à l'ensemble de la société. Les investissements dans d'autres services publics, comme l'éducation et les soins de santé, créent aussi plus d'emplois et assurent plus d'avantages économiques à court et à long terme que les baisses d'impôts.

La nécessité d'investir davantage dans l'infrastructure publique ne disparaîtra pas avec la fin de la récession. Malgré le financement additionnel, le déficit des infrastructures municipales s'élève toujours à plus de 100 milliards de dollars, pendant que le financement fédéral destiné à l'infrastructure devrait diminuer au cours des prochaines années. En planifiant mieux, nous pouvons rendre ces investissements encore plus efficaces. Et, comme l'ont souligné les Nations Unies et la HSBC, la part des dépenses de relance fédérales du Canada destinées aux investissements verts est très inférieure à celles d'autres grandes économies.

Dans le prochain budget, nous vous incitons à prendre les mesures suivantes :

- Collaboration avec les provinces et les municipalités dans le but d'élaborer une solution durable pour éliminer le déficit d'infrastructure.
- Augmentation du financement destiné à rendre nos villes et nos collectivités encore plus durables d'un point de vue environnemental. Les investissements dans l'infrastructure durent des décennies et la conjoncture est idéale pour contribuer aux transformations que devront mettre en œuvre nos collectivités dans le cadre d'un plan national d'investissements verts. En investissant de manière plus stratégique aujourd'hui, nous profiterons d'efficacités et d'économies plus importantes pour des années à venir.
- Restriction du financement fédéral destiné à l'infrastructure aux projets dont le financement et l'exploitation sont publics. Les partenariats public-privé ne feront que gonfler le coût et la dette que devront supporter les générations futures.
- Inclusion dans les programmes de relance par le financement de l'infrastructure, des projets qui ont recours aux services d'employés du secteur public.

En plus d'accroître l'efficacité des dépenses de relance, le gouvernement fédéral doit accorder une attention particulière aux personnes vulnérables qui sont les victimes de ce ralentissement économique. Comme nous l'avons souligné plus en détail dans le mémoire prébudgétaire du SCFP présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes, les priorités immédiates sont les suivantes :

- Création d'un Fonds de relance économique pour appuyer des organismes de services sociaux publics et sans but lucratif qui offrent des services de première ligne; financement aux universités et collèges dans le but d'améliorer l'éducation; et établissement d'un programme de création d'emplois verts.
- Bonification du système d'assurance-emploi par l'amélioration de l'accès et la hausse et la prolongation des prestations, dont un critère d'admissibilité uniforme de 360 heures.

La crise économique et financière a aussi mis en lumière les dangers d'une dépendance accrue à l'égard des épargnes privées et des REER pour la sécurité de la retraite. La meilleure façon de protéger les Canadiens est d'améliorer notre système public de régimes de retraite. C'est pour cette raison que nous vous avons demandé de hausser les prestations de la SRG de 15 %, d'appuyer une augmentation graduelle des prestations du RPC jusqu'à ce qu'elles atteignent 50 % du salaire moyen et de créer un système national d'assurance-retraite.

Le budget fédéral de cette année doit aussi jeter des bases plus solides pour favoriser la croissance économique et offrir un meilleur niveau de vie aux Canadiens. Plus particulièrement, les dernières années ont montré l'échec des politiques « à effets de retombées » mises en place par les gouvernements depuis deux décennies. Avant la récession, les inégalités augmentaient pendant que la productivité diminuait, tout comme les salaires réels.

Grâce en partie aux réductions draconiennes de leurs impôts et aux politiques complémentaires, les entreprises canadiennes ont pu engranger des profits et des surplus record depuis quelques années. Pourtant, elles ont diminué les parts de leurs revenus consacrées à des investissements productifs. Une spéculation accrue a peut-être permis des profits et une croissance économique à court terme, mais tout cela cachait des faiblesses économiques sous-jacentes qui sont apparues au grand jour avec la récente crise économique et financière.

Le recours à ces politiques économiques « à effets de retombées »—baisse des impôts des sociétés, privatisation et déréglementation, réduction des services publics et accords de libre-échange protégeant les « droits des investisseurs »—nous mènera au mieux à un autre cycle économique d'expansion et de ralentissement et ne permettra pas d'améliorer de manière significative le niveau de vie de la majorité des Canadiens.

Tout comme la dernière année a démontré le rôle crucial que doivent jouer les gouvernements pour stabiliser l'économie à court terme, notre histoire économique récente et les perspectives d'avenir montrent que le gouvernement fédéral doit faire preuve d'un leadership encore plus grand pour améliorer notre avenir économique à long terme.

Il faut surtout se concentrer sur les investissements suivants :

- Un plan de réfection et d'amélioration de l'infrastructure publique du Canada, incluant des transferts fédéraux accrus et durables aux municipalités. Un sondage commandé dernièrement par la FCM montrait qu'une majorité de Canadiens appuient même une hausse de la TPS pour atteindre cet objectif. Le gouvernement fédéral et les administrations provinciales et locales devraient faire preuve de leadership, y compris en matière de responsabilité environnementale et de changements climatiques. Il faudra pour cela augmenter les investissements à court terme, mais ceux-ci donneront lieu à de plus grandes économies dans les années à venir. De plus, s'ils sont combinés à des politiques d'achat local, ces investissements pourront stimuler fortement l'industrie canadienne.
- Des stratégies industrielles proactives et des programmes de développement sectoriel axés sur une production durable, un secteur manufacturier vert et l'efficacité énergétique. En plus d'être des marchés en croissance, ces domaines peuvent aussi donner lieu à des économies durables pour l'industrie et protéger notre environnement. Il faudra un leadership national fort pour faire ces investissements, tout en les associant à une meilleure réglementation en environnement.
- Un soutien fédéral accru à l'éducation et à la formation, incluant des programmes de perfectionnement de la main-d'œuvre et de développement des compétences, ainsi que des transferts aux provinces dédiés à l'éducation postsecondaire, avec augmentation du financement d'au moins 1 milliard de dollars pour ramener la part du fédéral aux niveaux de 1992-1993. Nous devons élaborer des programmes nationaux de développement et de formation de la main-d'œuvre qui soient cohérents avec nos politiques industrielles. Sans augmentation du financement et sans une meilleure planification, nous vivons des pénuries croissantes de main-d'œuvre spécialisée, accompagnées de niveaux de chômage élevés. L'un des éléments clés de cette stratégie devrait être un programme de « transition équitable » pour aider les travailleurs et les communautés à passer à une économie plus verte.

- Un meilleur soutien fédéral pour le logement abordable. L'augmentation des prix des maisons empêche un nombre croissant de Canadiens d'accéder à la propriété, ce qui donne lieu à une pénurie de plus en plus importante de logements locatifs décentes. Le budget de l'année dernière promettait une hausse du financement destiné au logement social et abordable, mais bon nombre de ces promesses ne se sont pas réalisées jusqu'à maintenant. Le retour des programmes d'amélioration du rendement énergétique pour les ménages à faible revenu pourrait aussi aider de nombreux Canadiens à payer leurs factures d'énergie élevées.
- Le retour du financement national pour les programmes de développement de la petite enfance et de garde d'enfants et son augmentation. Plus que tous les autres secteurs de l'économie, l'investissement dans le développement de la petite enfance et les services de garde d'enfants offre un niveau élevé de stimulation économique et permet de créer un grand nombre d'emplois—à long terme, cet investissement rapporte plus qu'il ne coûte sous forme de revenus publics et d'avantages pour la société. Pourtant, le financement fédéral destiné au développement de la petite enfance et aux services de garde d'enfants est inférieur à ce qu'il était en 2006-2007—et il est bien inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE. La réduction du financement fédéral mène directement à la perte de milliers de places en garderie. Des services de garde à l'enfance de qualité et à coût abordable sont d'autant plus nécessaires si l'on veut que les parents de jeunes enfants entrent dans le marché du travail.
- Avec une population vieillissante, nous avons aussi besoin de programmes pour consolider notre système de soins de santé. Parmi les priorités, on peut inclure un programme national public d'assurance-médicaments, à frais partagés avec les provinces et les employeurs et combiné à un meilleur contrôle des prix des médicaments, ainsi que le retour du financement fédéral pour les soins prolongés et de longue durée publics.

Les transferts fédéraux destinés à la santé, à l'éducation et aux services sociaux doivent non seulement être maintenus, ils doivent aussi être haussés. C'est ainsi que nous bâtirons une meilleure société pour tous les Canadiens.

Ces investissements publics exigeront bien sûr un financement fédéral accru. Mais il ne faut jamais oublier qu'ils rapporteront plus que ce qu'ils auront coûté en assurant une croissance économique plus forte, en créant des emplois et en augmentant les revenus publics au cours des prochaines années.

Nous devons éviter de succomber à l'hystérie des déficits et de la dette. Comme vous le savez très bien, la situation financière du Canada est la meilleure de tous les grands pays industrialisés. Et avec le maintien des faibles taux d'intérêt, les frais de la dette publique comme proportion de notre PIB devraient être inférieurs au tiers de ce qu'ils étaient il y a 20 ans. Il serait insensé de ne pas faire ces très nécessaires investissements maintenant.

En même temps, les revenus fédéraux ont diminué dernièrement à leur niveau le plus bas depuis 50 ans, c'est-à-dire à 14,6 % du PIB en 2008-2009, comme le montrent les tableaux de référence financiers du ministère des Finances du Canada. Le gouvernement fédéral devrait éliminer de nombreuses échappatoires fiscales, ce qui lui permettrait d'augmenter ses revenus et de créer un système fiscal plus équitable et plus productif.

Pour commencer, les déductions pour options d'achat d'actions ont non seulement coûté au gouvernement fédéral près de 1 milliard de dollars par année en moyenne au cours des cinq dernières années, mais elles ont aussi limité l'immense majorité de leurs avantages aux plus hauts salariés. Cette politique a en outre favorisé le type de comportement risqué qui a mené à notre récente crise financière. Absolument rien ne justifie le maintien de cette échappatoire.

D'autres gains en capital (sauf quelques exceptions, comme les résidences principales) devraient aussi être imposés au même taux que le revenu d'emploi normal après rajustement en fonction de l'inflation. Il n'y a pas de raison pour que ceux qui travaillent pour gagner leur vie paie un taux d'impôt plus élevé que les chefs d'entreprise, les investisseurs et les spéculateurs. L'imposition équitable des gains en capital avec rajustement en fonction de l'inflation ferait grimper les revenus fédéraux d'environ 8 milliards de dollars par année tout en favorisant les investissements à long terme.

Les baisses constantes des impôts des sociétés n'ont pas mené à de meilleurs taux d'investissement et une bonne partie des revenus perdus vont tout simplement à d'autres gouvernements. Les baisses prévues devraient être annulées et les taux d'imposition des sociétés devraient être haussés de façon à correspondre davantage aux taux d'imposition d'autres formes de revenus.

Comme d'autres personnalités canadiennes l'affirment, les taux d'imposition de ceux dont les revenus sont élevés—qui gagnent par exemple plus de 250 000 \$—devraient augmenter. Et plutôt que de s'opposer à un impôt global des institutions financières, le Canada devrait faire un premier pas vers la promotion d'une réforme fiscale responsable en imposant une modeste taxe sur les transactions financières. Ce type de taxe aurait des effets négatifs négligeables sur le financement de l'activité économique réelle et, en décourageant les transactions spéculatives, libérerait plus d'argent pour des activités productives et pour une plus grande stabilité économique.

Ces mesures pourraient à elles seules augmenter les revenus fédéraux de 20 milliards de dollars ou plus par année, ce qui suffirait à financer les programmes que nous recommandons.

Nous sommes à un point tournant de notre histoire économique. Le Canada, tout comme le reste du monde, émerge avec succès d'un ralentissement économique terrible grâce au leadership économique dont ont fait preuve des gouvernements du monde entier. Les défis qui nous attendent sont peut-être à plus long terme, mais ils ne sont pas moins imposants—et ils exigeront tout autant de nos dirigeants.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

Le président national,

A handwritten signature in black ink that reads "Paul Moist". The signature is written in a cursive, flowing style.

PAUL MOIST
Syndicat canadien de la fonction publique